**Déclaration CGT à la plénière de la Conférence Régionale de la Santé**

**et de l’Autonomie du 29 mars 2018.**

En préliminaire la CGT tient à s’exprimer sur le projet d’avis proposé à la CRSA sur le plan régional santé de deuxième génération.

Tout d’abord nous remarquons que les membres de la CRSA souhaitent attirer l’attention de la Direction générale de l’ARS sur une appréciation assez mitigée du PRS2 avec des remarques insistantes.

Comme sur le parcours de soins des usagers ou certaines solutions avancées par le PRS2 peuvent dans certains cas avoir des conséquences négatives sur la vie des personnes fragiles et vulnérables.

Ou encore sur les difficultés actuelles d’accès aux soins qui méritent des études approfondies pour en mesurer les impacts réels sur l’état de santé de la population. Sur ce même sujet, l’avis tout en affirmant que le nouveau zonage relatif à l’installation des professionnels de santé soit un réel progrès juge qu’il n’en demeure pas moins insuffisant.

Il est souligné dans l’avis que des indicateurs budgétaires restent à mettre en évidence pour renforcer la crédibilité de l’action des pouvoirs publics et des acteurs de santé publique sur la prévention et la promotion de la santé. D’autant plus que pour la CGT nous dénonçons l’entreprise de destruction de la médecine du travail, la liquidation des Comités d’Hygiène de Sécurité et des Conditions de Travail, l’insuffisance de moyens de la PMI et la dégradation de la médecine scolaire.

L’avis appelle à une grande vigilance des usagers et de leurs représentants sur ce sujet et sur l’évolution de l’offre de santé et médico-social. La CGT en tant que représentante des salariés usagers appelle très clairement les salariés et les populations à se mobiliser contre les économies de 4 milliards du budget annuel de l’assurance maladie qui sont déclinées régionalement par les ARS.

Les économies antérieures sont déjà mesurables dans les effets sur la population comme les urgences surchargées des hôpitaux. Ainsi nationalement depuis le début de l’année ce sont 15 000 patients qui ont passé la nuit sur un brancard aux urgences depuis le début de l'année et la situation va empirer avec les milliers de suppressions de lits et postes programmés.

En région Centre Val de Loire, dans le cadre de la mise en place des GHT le PRS 2 se concrétise déjà par l’annonce de centaines de suppression de lits et de postes en personnels dans tous les hôpitaux publics des six départements; il prévoit dans une fourchette la plus critique jusqu’à 4 fermetures de maternités; 6 fermetures de sites de chirurgie et 7 sites de médecine.

Cette hécatombe des services publics de santé prépare une véritable catastrophe sanitaire. Nous ne pouvons pas laisser faire cela!

Déjà malheureusement des faits dramatiques nous sont rapportés par les familles et les journaux. Oui des gens meurent aujourd’hui en France faute de soins adaptés en lien direct avec les dysfonctionnements dus aux manques de moyens en professionnels de santé et de l’éloignement des établissements des soins des populations.

L’ARS nous parle de démocratie sanitaire mais où est-elle quand des milliers de personnes manifestent pour le maintien de services hospitaliers de proximité que d’autres s’expriment comme à Vierzon à plus de 20 000 pour garder leur maternité; que des équipes hospitalières et des populations se mobilisent en vain pour garder une maternité à Pithiviers dans un territoire sinistré économiquement et socialement parce que l’ARS l’a décidé.

Ou sont les réductions des inégalités d’accès de soins pourtant mises en avant par l’ARS ?

Les solutions alternatives proposées ne sont qu’une dégradation de la qualité d’accès aux soins. Que ce soit la pratique avancée infirmière qui sans encadrement médical puisque le manque demeure sera un danger Ou la mise en place des maisons de santé pluridisciplinaire qui devraient se substituer à la fois au service hospitalier de proximité et aux cabinets médicaux et ce faut-il le rappeler dans un rayon de 20 km dépourvu de toute autre structure de soins.

Les coordinations de professionnels de santé en territoire au travers des CPTS sont certainement un plus mais qui ne pourront en aucun cas remplacer l’insuffisance de médecins en territoire et la disparition de pans entier de services hospitaliers.

Quant à la télémédecine et à l’information e-santé, ils devraient s’inscrire dans un plus qualitatif dans l’échange de connaissances mais pas être des instruments d’économie en médecins sur le terrain en contact direct avec les patients. Le soin ne l’oublions pas, c’est aussi une capacité relationnelle importante d’écoute, de contact pour poser le meilleur diagnostic et pratiquer les soins nécessaires.

Aujourd’hui, de plus en plus de personnes se mobilisent contre ses mesures mortifères, ici à l’extérieur mais aussi un peu partout des médecins dans plus en plus d’hôpitaux créent des collectifs de résistance contre la casse du service public de soins.

Dans l’est de la France ce sont **sept chefs de service et un collectif de soignants des Hôpitaux de Strasbourg qui menacent de porter plainte contre le directeur de l'ARS Grand-Est pour mise en danger de la vie d'autrui et maltraitance des équipes.**

**Dans la région aussi de plus en plus de professionnels de santé, de populations s’élèvent contre la déclinaison de politiques de santé qui ne visent qu’à réduire drastiquement les moyens des hôpitaux publics et à les mettre en concurrence dans une logique d’élargissement du champ privé et de privatisation de l’assurance maladie remettant en cause notre système de santé et de sécurité sociale.**

**C’est pourquoi la CGT invite les membres de la CRSA à s’opposer nettement contre le PRS 2 à rejoindre toutes celles et tous qui luttent pour sauvegarder et améliorer notre système de protection sanitaire et social universel, unique et solidaire financé par une partie des richesses créées par le travail des salariés au travers de la cotisation sociale.**

 **Alain BORG**

 **Mandaté par le Comité Régional CGT Centre Val de Loire.**